Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Maison de l'Emploi et de la formation Lyon

Les cahiers de l'observatoire de la MdEF – janvier 2014

Document d'analyse

Edition janvier 2014

Dossiers thématiques

Territoires

Evolution de la population lyonnaise depuis 1968 **(p. 2 et 3)**

Lyon et les déplacements domicile-travail **(p. 7 à 11)**

Activité économique

Evolution de l'emploi salarié dans le Grand Lyon **(p. 4)**

Le tertiaire supérieur lyonnais **(p. 5 et 6)**

Insertion

Les emplois d'avenir dans le Rhône **(p. 12 et 13)**

Chiffres clés **(p. 14 à 17)**

Chômage et emploi

Cartographies **(p. 18 et 19)**

Dans ce nouveau document d'analyse, plusieurs indicateurs mettent en lumière le réel dynamisme économique de Lyon, malgré la période de crise actuelle.

Le nombre d'emplois salariés privés a augmenté de 1,7 % dans le Grand Lyon sur la période 2008-2012 (contre -1,2 % en France), grâce au secteur tertiaire supérieur en fort développement sur le territoire.

On constate également, depuis une quarantaine d'années, que le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active lyonnaise a plus que triplé. Par ailleurs, chaque jour, le nombre d'actifs non lyonnais venant travailler à Lyon est deux fois supérieur à celui du nombre de lyonnais travaillant en dehors de Lyon.

Enfin, le territoire de la ZTEF Grand Lyon Centre et Nord accueille à lui seul 40% des emplois d'avenir créés sur le département du Rhone.

L'attractivité de notre territoire est un atout, à la fois aujourd'hui dans le contexte difficile que nous connaissons et également pour demain, dans la perspective de la mise en place de la Métropole.

Je remercie nos partenaires pour la qualité de ce document.

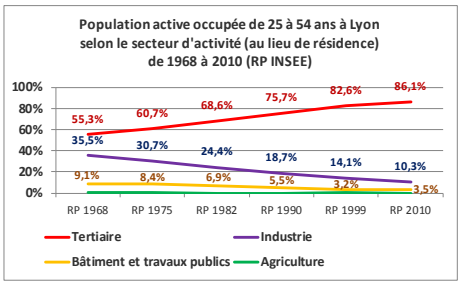
Anne Sophie Condemine,
Présidente de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon

Evolution de la population active lyonnaise de 1968 à 2010

Depuis une quarantaine d'années, le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active lyonnaise a plus que triplé, distinguant Lyon par rapport à d'autres grandes villes de la région Rhône-Alpes

La population municipale de Lyon atteint en 2010 le seuil de 484 344 ***habitants****, plaçant Lyon au 3e rang national derrière Paris (2 243 833) et Marseille (850 726) et devant Toulouse (441 802) et Nice (343 304).*

Comment a évolué la structure de la population active de Lyon au cours des quatre dernières décennies ? Cette évolution se différencie-t-elle de celles connues par d'autres grandes villes de la région Rhône-Alpes ?



Une population marquée par le tertiaire

La population lyonnaise voit sa population active occupée (population active ayant un emploi) de 25 à 54 ans marquée par le processus général de **tertiarisation de l'économie.** La population travaillant dans ce secteur de l'économie a vu sa part augmenter de 30 points (de 55 à 86 %). En sens inverse, le poids de l'industrie a été divisé par trois (de 35,5 % à 10 %). Ces données ne prennent toutefois pas en compte le mouvement d'externalisation de certaines activités de services auparavant traitées directement au sein des entreprises industrielles.

Un poids croissant des cadres et une baisse du poids des ouvriers

Les données suivantes ont été traitées à partir de bases INSEE portant spécifiquement sur l'évolution de la population active (soit la population active ayant un emploi et les chômeurs) de 25 à 54 ans, soit environ 185 000 Lyonnais dans cette tranche d'âge.

La population active Lyonnaise de 25 à 54 ans a connu une forte modification de sa structure entre 1968 et 2010. **Le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures a plus que triplé** pendant cette période, passant de 9 % à 31 %. Cette catégorie socio-professionnelle qui était une des plus sous-représentées en 1968 est devenue la plus importante une quarantaine d'années plus tard. Lors du recensement de la population de 1999, cette catégorie était encore devancée par les professions intermédiaires.

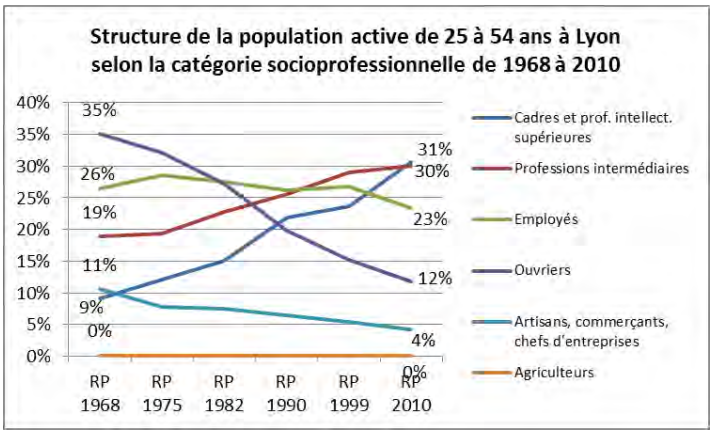
La catégorie des professions intermédiaires (techniciens, agents de maîtrise, administratifs et commerciaux…) a vu également sa part augmenter au cours des quarante dernières années dans des proportions moindres, en gagnant plus de dix points, passant de 19 % à 30 %.

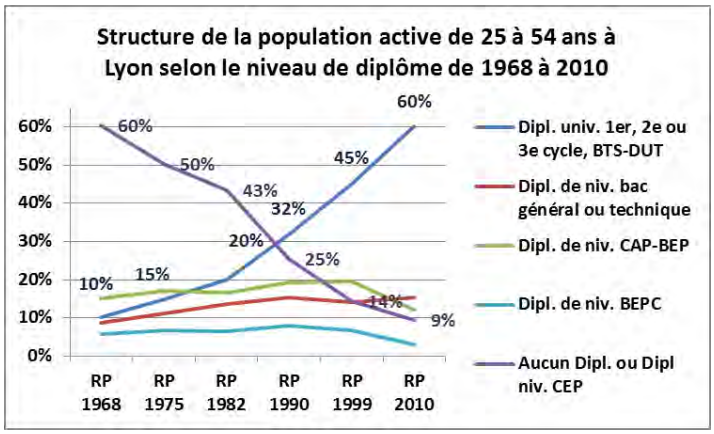
Les catégories des cadres et des professions intermédiaires qui ne représentaient au total que 30 % environ de la population lyonnaise à la fin des années 1970 ont donc vu leur poids global doubler en dépassant les 60 % en 2010.

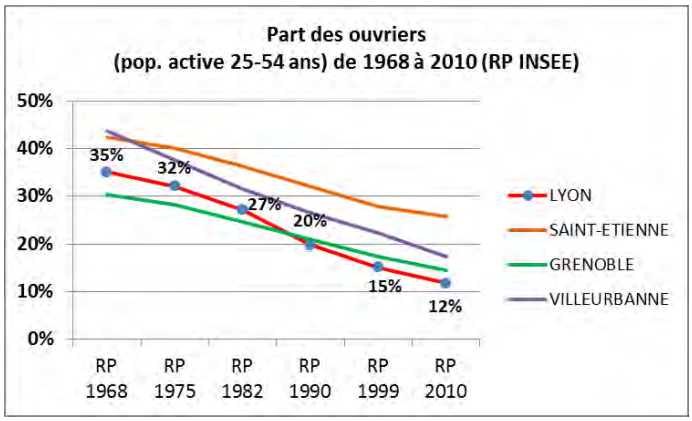
Les ouvriers connaissent une trajectoire inverse à celle des cadres, en voyant leur part diminuer sans cesse et être divisée par trois de 1968 à 2010. Ils passent ainsi de 35 % à 12 %. A l'opposé des cadres, alors qu'ils étaient les plus représentés en 1968, ils deviennent une des catégories les moins présentes à Lyon en 2010.

Un niveau de formation en forte hausse

Cette hausse du poids des cadres semble pouvoir être mise en corrélation avec **le niveau de formation de plus en plus élevé de la population**. A Lyon, la proportion des **diplômés de l'enseignement supérieur** progresse de façon exponentielle : 10 % en 1968, 20 % en 1982, 45 % en 1999 et 60 % en 2010. Cette population est donc désormais **majoritaire**. La part des habitants sans diplômes ou titulaires d'un certificat d'études primaires connait une évolution diamétralement opposée (60 % en 1968, 25 % en 1990, moins de 10 % en 2010).







Analyse comparative avec d'autres grandes villes de Rhône-Alpes

Les autres grandes villes de la région Rhône-Alpes ont-elles connu des évolutions similaires ? Trois communes faisant également toutes parties des vingt communes françaises les plus peuplées ont été retenues pour cette analyse : Saint-Etienne (14e - 171 260 hab.), Grenoble (16e - 155 637 hab.) et Villeurbanne (19e - 145 150 hab.)

Les autres territoires de comparaison suivent globalement les mêmes tendances que Lyon tantôt à la hausse tantôt à la baisse. Cependant, une analyse détaillée permet d'observer des évolutions d'ampleur très variables.

Comme Lyon, **Villeurbanne** voit la part de ses **cadres et professions intellectuelles supérieures** plus que tripler, tout en demeurant à un niveau nettement inférieur (de 6 % en 1968 à 20 % en 2010). **Grenoble** connait certes une forte hausse de ces publics mais si leur part était nettement plus élevée qu'à Lyon en 1968 (13 % environ contre 9 %), **Lyon a « rattrapé son retard » depuis les années 1990**. Lyon creuse particulièrement l'écart avec Saint-Etienne, qui a pourtant vu cette catégorie doubler (de 6,5 à 13,7 %) en 40 ans.

La part des **professions intermédiaires** a également augmenté dans des conditions similaires **à Lyon et Villeurbanne**, passant dans ces deux villes voisines de plus de 18 % à 30 % environ. **Elles dépassent désormais Grenoble** qui contenait 21,5 % de ce public en 1968 et s'est fait rattraper récemment par Saint-Etienne (avec environ 26,5 % chacune en 2012).

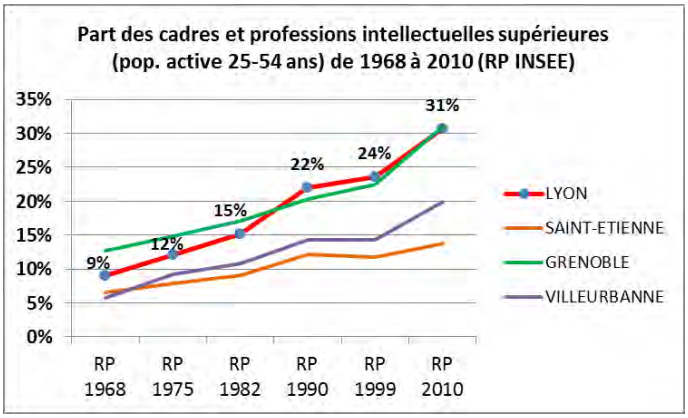
Le poids des **ouvriers** diminue dans chacune des quatre villes. Cette baisse est proportionnellement plus rapide à Lyon, où leur part est divisée par trois de 1968 à 2010. Elle est devenue depuis 1990 la ville où leur part est la plus faible, avec un seuil désormais inférieur à celui de Grenoble. Villeurbanne connait là encore une trajectoire assez proche de celle de Lyon, voyant la part de cette catégorie divisée par 2,5 (de 43,75 % à 17,5 %).

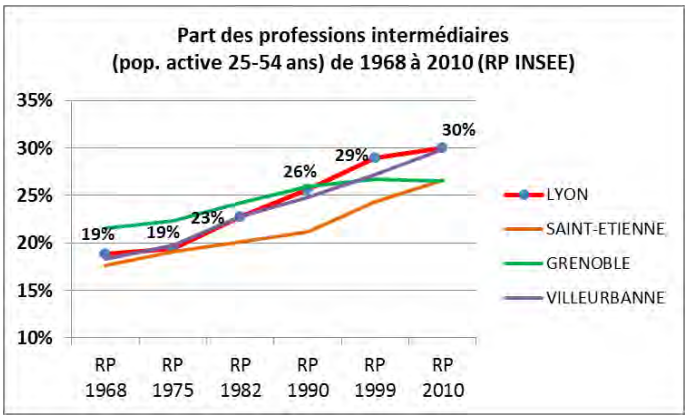
Influence du tissu économique local

Certaines évolutions s'expliquent notamment par les profils et les évolutions variables des économies locales. Selon l'approche de l'analyse fonctionnelle développée par l'INSEE, les effectifs des entreprises implantées dans certains territoires (mais non occupés systématiquement par les habitants de ces territoires) ont connu des trajectoires différenciées.

Le nombre de cadres des fonctions métropolitaines (fonctions plus spécifiquement localisées dans les grandes métropoles) a augmenté 1,5 plus vite dans le Grand Lyon qu'à Saint-Etienne Métropole depuis 1982 (1ère année disponible). L'écart s'accentue sur le volet industriel où les cadres de la conception-recherche ont augmenté deux fois plus vite dans l'agglomération de Lyon par rapport à celle de Saint-Etienne. Si le poids de la fonction « fabrication » (production de biens matériels et d'énergie) a été divisé par deux dans les deux agglomérations, il demeure 1,5 supérieur dans le territoire stéphanois par rapport à celui relevé dans l'agglomération lyonnaise (12 % contre 7,5%).

Les profils économiques de ces territoires et de leurs entreprises expliquent donc pour partie l'évolution de leur population (une partie des habitants travaillant toutefois hors de leur ville ou de leur agglomération de résidence).





Evolution de l'emploi salarié dans le Grand Lyon depuis 2008

Le nombre d'emplois salariés privés a continué à augmenter dans le Grand Lyon de 2008 à 2012, contrairement aux tendances régionale et nationale

Hormis en 2009 (- 10 000 emplois), **le Grand Lyon a gagné** chaque année **des emplois depuis 2008** (+1,7% de 2008 à 2012, soit + 9 000 emplois sur la période). Cette hausse est modérée en 2012 (+ 0,3 %) mais cela s'inscrit dans un contexte global défavorable alors que le nombre d'emplois privés stagne en région Rhône-Alpes et est en baisse en France (DOM inclus) en 2012 (-0,5%) comme sur l'ensemble de la période 2008-2012 (-1,2%).

Le secteur de la construction a été affecté par la crise (-2,3 % de 2008 à 2012), **ainsi qu'une partie des activités industrielles** (équipements électriques, électroniques, informatiques avec une perte de 14,5 %, soit 2.250 emplois). **D'autres volets de l'industrie connaissent toutefois une hausse** supérieure à la moyenne du grand Lyon. C'est le cas du secteur de l'énergie et de l'environnement (+ 5,4 %) ainsi que de celui de l'agro-alimentaire (+ 4,2%).

Plus globalement, **la diversité du tissu économique lyonnais** lui a permis de résister dans une certaine mesure à la crise et les activités du **tertiaire** (dont les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien – ex : architecture et ingénierie, R&D scientifique, conseil pour les affaires et gestion, études de marché et sondages) y contribuent fortement.

Secteur d'activité (Nomenclature d'activités française - NAF A17)	Effectifs 2012	Poids du secteur en 2012	Evol. 2011-2012	Evol. 2008-2012 en %	Evol. 2008-2012 en volume	Tendance à la hausse / à la baisse 2008-2012
Activ. scientif. et techn. ; serv. admin. et de soutien	120 887	22,5%	-0,6%	2,2%	2 597	
Commerce ; répar. d'auto. et de motocycles	82 541	15,3%	0,2%	0,6%	457	
Admin. Pub., enseignemt, santé hum. et action soc.	64 103	11,9%	1,2%	8,0%	4 758	
Fabrication d'autres produits industriels	39 152	7,3%	-0,6%	-8,7%	-3 733	
Transports et entreposage	38 085	7,1%	0,2%	-0,2%	-93	
Construction	34 946	6,5%	0,2%	-2,3%	-806	
Information et communication	33 576	6,2%	2,3%	6,8%	2 143	
Hébergement et restauration	28 031	5,2%	3,2%	15,1%	3 667	
Activités financières et d'assurance	25 087	4,7%	0,4%	5,0%	1 197	
Autres activités de services	23 578	4,4%	-0,5%	3,0%	691	
Fabric. d'équip. électr., électron., informat. ; fabric. de machines	13 347	2,5%	-1,3%	-14,4%	-2 251	
Industr. extractives, énergie, eau, gest. déchets et dépoll.	11 735	2,2%	2,0%	5,4%	598	
Fabrication de matériels de transport	8 846	1,6%	-1,4%	-5,1%	-476	
Activités immobilières	8 437	1,6%	-0,7%	1,8%	150	
Fabric. de denrées alim., boissons, prod. à base de tabac	4 917	0,9%	1,9%	4,2%	200	
Cokéfaction et raffinage	1 057	0,2%	2,9%	-6,5%	-73	
Agriculture, sylviculture et pêche	(non significatif)	0,0%	(non significatif)	(non significatif)	(non significatif)	(non significatif)
Total général	**538 376**	**100%**	**0,3%**	**1,7%**	**9 069**	

Source : Acoss-Urssaf

Quelle dynamique pour le tertiaire supérieur lyonnais ?

Le Grand Lyon concentre une forte part d'emplois du tertaire supérieur, secteur qui conserve une forte dynamique malgré la crise

Quel périmètre pour le tertiaire supérieur ?

Le tertiaire supérieur ne fait pas l'objet d'une définition unique et stricte. Ce secteur est toutefois régulièrement associé à la notion d'activités recouvrant des **prestations intellectuelles et des services de haute technicité ou à forte valeur ajoutée**. Le champ des activités retenues commme faisant partie du tertaire supérieur est variable mais inclut généralement un socle composé notamment des fonctions juridiques et comptables, du conseil pour les affaires et la gestion, de l'ingénierie...

On constate que les activités du tertiaire supérieur sont particulièrement représentées dans le Grand Lyon avec **environ un emploi sur six** (16,4 % soit 88 000 sur 538 000 en 2012, source ACOSS-URSSAF).

Quelles spécificités dans le Grand Lyon ?

Les emplois liés aux études de marché et sondages, au conseil en informatique et au conseil en affaires et gestion sont proportionnellement 2 à 2,5 fois plus présents dans le Grand Lyon que dans la région Rhône-Alpes (avec un poids relativement faible des études et sondages en % mais une forte hausse des emplois, cf. infra). Les métiers de l'ingénierie sont également présents dans des proportions relativement proches (1,85 fois la moyenne rhônalpine).

Les effectifs liés aux métiers de la publicité ainsi que ceux des activités financières et d'assurance sont également présents environ 1,5 fois plus fortement que dans la moyenne régionale.

La part importante de ces activités est en correspondance avec le statut de métropole de Lyon. On notera à ce titre qu'au moins trois des cinq fonctions économiques transversales classées comme fonctions métropolitaines selon l'approche fonctionnelle des emplois (INSEE) peuvent être considérées comme faisant partie du tertiaire supérieur. Il s'agit des fonctions de gestion (gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance), de prestations intellectuelles (conseil, analyses, expertise..) et de la conception-recherche (hors industrie).

Une certaine résistance à la crise

Les domaines d'activité du tertiaire supérieur **ont globalement peu perdu d'emplois au cours de la période 2008-2012.**

Certains secteurs connaissent même une dynamique avec au moins 15 % d'emplois supplémentaires sur la période (contre moins de 2 % de hausse sur l'ensemble du Grand Lyon). On retrouve les secteurs particulièrement spécifiques à Lyon cités précédemment : conseil en affaires / gestion, conseil en informatique, études de marché et sondages. La publicité est cependant en forte perte de vitesse (-17 %), ce qui semble être en correspondance avec la crise subie par les médias traditionnels comme la presse écrite.

Secteurs	Effectifs 2012	Poids en 2012	Evol. 2008-2012	Indice de spécificité 2012
Études de marché et sondages	1 002	0,2%	15,8%	257
Conseil en informatique	12 522	2,3%	15,4%	205
Conseil (affaires et gestion)	7 781	1,4%	17,5%	201
Ingénierie	22 275	4,1%	16,5%	183
Publicité	4 049	0,8%	-17,0%	148
Activ. financières et d'assurance	25 087	4,7%	5,0%	143
R & D scientif.	6 761	1,3%	4,2%	126
Activ. jurid. et comptables	8 642	1,6%	-0,6%	118

Source ACOSS-URSSAF, traitement MdEF de Lyon

L'indice de spécificité (IS) permet d'identifier les activités sur ou sous-représentées dans le Grand Lyon (GL) par comparaison avec la structure des effectifs de la région :

$$IS = \frac{\text{Nombre d'emplois du secteur dans le GL} \;/\; \text{Nombre d'emplois total dans le GL}}{\text{Nombre d'emplois du secteur en Rhône-Alpes} \;/\; \text{Nombre d'emplois total en Rhône-Alpes}} \times 100$$

Voir également l'encadré « clé de lecture »

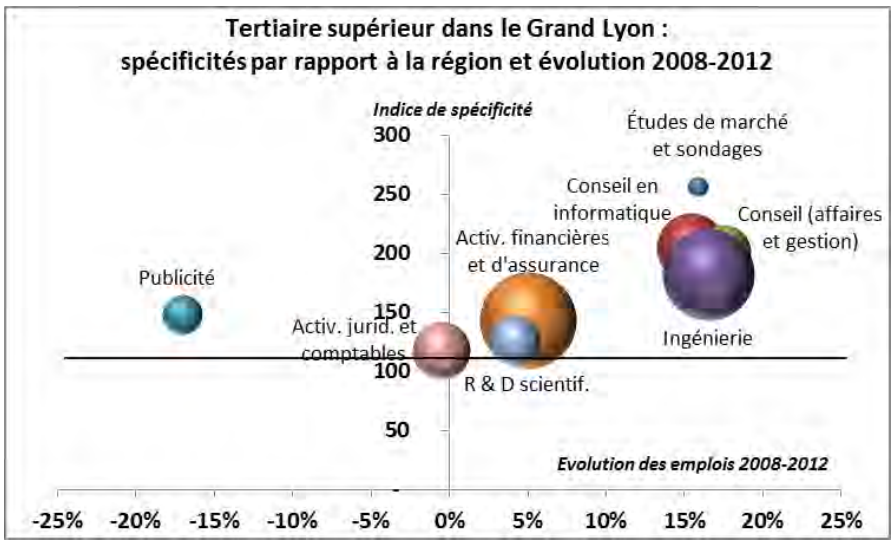
Quelle dynamique de recrutement et quelle attractivité ?

A titre indicatif, les demandes d'emploi et les offres d'emploi enregistrées par Pôle Emploi pouvant être associées au tertiaire supérieur ont été étudiées. Ces données portent sur le cumul pendant la période d'octobre 2012 à fin septembre 2013 dans le Grand Lyon.

Ces données doivent être interprétées avec précaution car certaines offres d'emploi correspondant à des profils et à des métiers spécifiques ne sont pas diffusées via Pôle Emploi mais par d'autres canaux (APEC, cabinets de recrutements…). En outre, la nomenclature du code ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois) utilisé par Pôle Emploi diffère de celle utilisée pour l'étude des effectifs salariés (NAF - nomenclature d'activités française).

Le secteur de la publicité génère à la fois peu d'offres et de demandes auprès de Pôle Emploi. Ceci semble confirmer la tendance à la baisse en termes d'effectifs sur la période 2008-2012. On note a contrario que les métiers de **la comptabilité et de la gestion** se situent à **un très haut niveau de demandes mais également d'offres d'emploi** sur la période concernée (environ 2 400 offres et 2 900 demandes). Les secteurs de **la banque, de l'assurance et de l'immobilier** sont **également** fortement représentés tant en termes d'offres que de demandes d'emploi (environ 2 300 offres et 2 350 demandes).

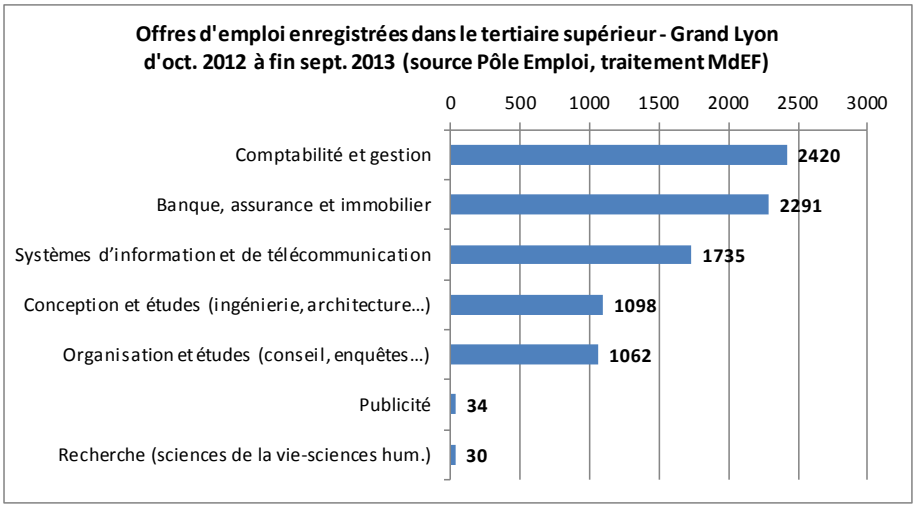
Les métiers du tertiaire supérieur présentent en conséquence à la fois une dynamique et une attractivité réelles.

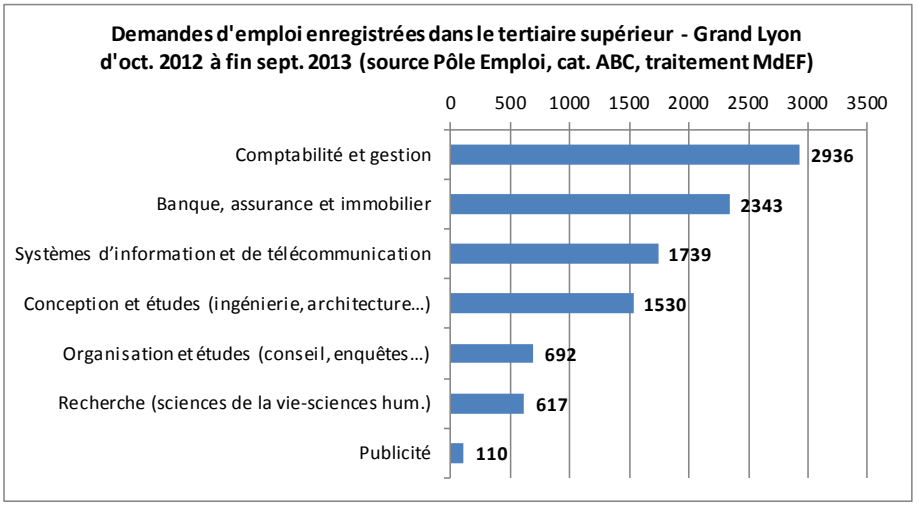


Source ACOSS-URSSAF, traitement MdEF de Lyon

Clé de lecture :
L'indice de spécificité (en ordonnées) permet d'identifier les activités sur ou sous-représentées dans le Grand Lyon par comparaison avec la structure des effectifs de la région.

Ex : le conseil en informatique et le conseil en affaires et gestion ont un indice de spécificité d'environ 200, ce qui signifie que le poids respectif de ces secteurs est 2 fois supérieur dans le Grand Lyon au poids obtenu dans la région.
La taille de chaque bulle est proportionnelle au volume d'emplois concernés.





Lyon et les déplacements domicile-travail

Deux actifs lyonnais sur trois ayant un emploi travaillent à Lyon et la ville est attractive pour les actifs occupés des autres territoires du Grand Lyon

Près de deux tiers des actifs résidant à Lyon et ayant un emploi vivent et travaillent à Lyon

217 500 actifs lyonnais ont un emploi (données Insee, RP - 2009). Parmi eux :

♦ 62,5% travaillent à Lyon, soit près de 136 000 personnes,

♦ 28% quittent quotidiennement Lyon pour une autre commune du Grand Lyon (61 500 personnes),

♦ et 9% se rendent dans une commune située à l'extérieur du Grand Lyon (20 300 personnes).

Les conférences des maires* Porte des-Alpes et Villeurbanne : premières destinations des actifs occupés lyonnais dans le territoire du Grand Lyon

Au sein du territoire du Grand Lyon, hors Lyon, chacun de ces deux territoires est le lieu de travail habituel d'environ 12 000 actifs occupés lyonnais, soit 6% de l'ensemble des actifs occupés lyonnais.

Suivent les conférences des maires Portes du Sud et Ouest-Nord qui accueillent chacune, quotidiennement, près de 4% des actifs lyonnais ayant un emploi.

Les cadres lyonnais sont relativement nombreux à travailler à Villeurbanne et à l'extérieur du Grand Lyon

Les actifs lyonnais travaillant à Villeurbanne ou à l'extérieur du Grand Lyon sont pour 40% des cadres, soit 10 points de plus que la moyenne (30%).

Les cadres sont également légèrement surreprésentés parmi les actifs lyonnais travaillant dans les conférences des maires Porte des Alpes et celles de l'ouest lyonnais (Val d'Yzeron et Ouest-Nord). Un tiers des actifs lyonnais travaillant dans ces territoires relèvent de cette catégorie.

Les ouvriers sont plus présents à l'est au sud et au nord de l'agglomération, au détriment des employés

Alors que 11% des actifs lyonnais ayant un emploi (toutes destinations confondues), occupent des postes d'ouvriers, ils sont environ deux fois plus nombreux dans les conférences des maires Portes du Sud (25%), Rhône Amont ou Plateau Nord (20%). Dans ces trois conférences, les employés sont sous-représentés. Leurs parts respectives parmi les actifs occupés lyonnais avoisinent 15%, soit 10 points de moins que la moyenne (25%).

Population active, population active occupé, chômeurs

Population active : actifs occupés (ayant un emploi) + chômeurs au sens du recensement.

Les actifs occupés (ou ayant un emploi) au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) ayant déclaré avoir une activité.

Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi).

***** Les découpages retenus dans ce chapitre font référence aux **conférences des maires du Grand Lyon** (cf. carte).

Les conférences des maires du Grand Lyon ont été créées en 2002. Ces instances de concertation correspondent aux neuf « bassins de vie» du Grand Lyon, traduisant la diversité de ses territoires.

Répartition géographique des actifs lyonnais ayant un emploi en fonction de leur lieu de travail

Lieu de travail	Nombre d'actifs lyonnais	Part en %
Lyon	135 752	62,4%
Porte des Alpes	12 589	5,8%
Villeurbanne	11 962	5,5%
Ouest Nord	8 460	3,9%
Portes du Sud	7 865	3,6%
Lônes et Coteaux du Rhône	5 981	2,8%
Rhône Amont	5 355	2,5%
Val d'Yzeron	4 131	1,9%
Plateau Nord	3 854	1,8%
Val de Saône	1 219	0,6%
Communes hors Grand Lyon	20 308	9,3%
Total	**217 476**	**100%**

Source : Insee - RP 2009

Répartition des actifs lyonnais ayant un emploi selon la CSP et le lieu de travail

Lieu de travail	Arisans, comm. Chef d'ent.	Cadres et Prof. Int. Supérieures	Prof. Intermédiares*	Employés	Ouvriers	Total actifs
Lyon	5%	28%	28%	29%	9%	**135 752**
Porte des Alpes	2%	33%	33%	18%	14%	**12 589**
Villeurbanne	3%	39%	30%	19%	10%	**11 962**
Ouest Nord	2%	33%	32%	26%	8%	**8 460**
Portes du Sud	2%	27%	32%	15%	25%	**7 865**
Rhône Amont	3%	26%	34%	16%	21%	**5 355**
Val d'Yzeron	2%	34%	30%	23%	11%	**4 131**
Plateau Nord	4%	24%	34%	26%	12%	**3 854**
Val de Saône	3%	27%	36%	14%	19%	**1 219**
Communes hors Grand Lyon	4%	41%	29%	13%	14%	**20 308**
Total	**4%**	**30%**	**29%**	**25%**	**11%**	**217 476**

* La catégorie des **professions intermédiaires** regroupe enseignants, infirmiers, agents de maîtrise, techniciens…

Clé de lecture : parmi les 12 589 actifs lyonnais ayant un emploi et travaillant à Porte des Alpes, 33% sont des cadres, 18% sont des employés,...

Commerce, transports, et services

Ces secteurs sont surtout représentés parmi les actifs occupés lyonnais travaillant à Lyon (58%) et dans la conférence des maires Ouest-Nord (69%).

Administration, enseignement, santé et action sociale

Ces activités sont sous-représentées parmi les lyonnais travaillant dans les conférences des maires Rhône Amont, Portes du Sud, Ouest-Nord ainsi qu'à l'extérieur du Grand Lyon.
Elles sont surreprésentées dans les Lônes et Coteaux du Rhône, et dans une moindre mesure à Villeurbanne, Lyon et Plateau Nord.

Le BTP : un secteur plus investi par les actifs occupés lyonnais à l'est, au sud et au nord de l'agglomération

Quel que soit leur lieu de travail, 4% des lyonnais ayant un emploi exercent dans le BTP**.** Cette part est deux fois plus importante chez les lyonnais travaillant à Rhône Amont, dans les Portes du Sud ou dans le Val-de-Saône.

L'industrie : un secteur peu représenté à Lyon et dans la conférence Ouest-Nord

Quel que soit leur lieu de travail, 10% des actifs lyonnais ayant un emploi travaillent dans l'industrie. Ce secteur est relativement sous-représenté parmi les lyonnais travaillant à Lyon ou dans la conférence Ouest-Nord (7%).

A l'inverse, le secteur industriel est particulièrement représenté dans la plupart des autres territoires. L'industrie est investie par un quart des lyonnais travaillant dans la conférence des maires Portes du-Sud ou dans celle du Val de Saône et par un cinquième des lyonnais travaillant dans le Val d'Yzeron, à Rhône Amont mais également à l'extérieur du territoire du Grand Lyon.

Répartition des actifs lyonnais ayant un emploi par secteurs d'activité

Lieu de travail	Cmmerce, transports, Services	Adm. Pub., Enseignement, Santé et Act.sociale	Industrie	BTP	Total actifs occupés
Lyon	58%	33%	6%	3%	135 752
Porte des Alpes	52%	28%	15%	5%	12 589
Villeurbanne	51%	34%	11%	4%	11 962
Ouest Nord	69%	21%	7%	3%	8 460
Portes du Sud	47%	22%	24%	7%	7 865
Lônes et coteaux du Rhône	42%	39%	15%	4%	5 981
Rhône Amont	48%	25%	20%	8%	5 355
Val d'Yzeron	49%	29%	20%	3%	4 131
Plateau Nord	53%	33%	9%	6%	3 854
Val de Saône	37%	31%	24%	8%	1 219
Communes hors Grand Lyon	49%	25%	20%	5%	20 308
Total	**55%**	**31%**	**10%**	**4%**	**217 476**

Source : Insee-RP 2009

<u>Clé de lecture</u> : parmi les 12 589 actifs lyonnais ayant un emploi et travaillant dans la conférence Porte des Alpes, 52% exercent dans les secteurs du commerce, transports ou services, 15% exercent dans l'industrie,...

Lyon accueille deux fois plus d'actifs occupés qu'elle n'en émet

En 2009, 81700 actifs occupés lyonnais quittent quotidiennement Lyon pour se rendre sur leur lieu de travail respectif. A l'inverse environ deux fois plus d'actifs occupés non-résidents de Lyon (156 700 personnes) entrent à Lyon pour y travailler (ratio entrants/sortants de 2).

Un peu moins de la moitié des actifs entrant à Lyon pour y travailler résident dans une commune située hors du Grand Lyon

Sur les 156 700 actifs occupés non lyonnais entrant quotidiennement à Lyon pour y travailler, 70 000 habitent dans une commune située hors du périmètre du Grand Lyon, soit 45% des entrants* (cf. camembert)*.

En sens inverse, 20 000 actifs occupés lyonnais sortent du périmètre du Grand Lyon pour rejoindre leur lieu de travail, soit un ratio entrants/sortants de 3,4.

Lyon attractive pour les actifs occupés de la plupart des conférences des maires

Les autres entrants à Lyon (86 600 personnes), sont des résidents d'une commune située dans le périmètre du Grand Lyon, soit 55% du total des entrants. Lyon exerce une forte attractivité sur les actifs occupés de l'ensemble des conférences des maires, mais dans dans une moindre mesure sur ceux résidant dans les conférences des maires de Porte des Alpes et Ouest-Nord (ratio entrants/sortants inférieur à 1).

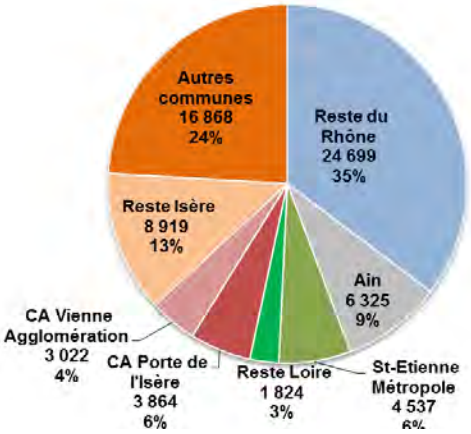
L'attractivité du territoire lyonnais est particulièrement élevée à l'égard des actifs occupés du Plateau Nord (ratio de 2,5) et surtout ceux du Val de Saône (ratio de 4,5).

Lyon attractive pour les actifs occupés venant de l'extérieur quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle

Cette attractivité est particulièrement forte sur la catégorie des artisans, commerçants et chefs d'entreprises et sur la catégorie des employés (3 fois plus d'entrants que de sortants).

*Le **ratio entrants/sortants** mesure le degré d'attractivité d'un territoire (ici Lyon) sur les actifs ayant un emploi d'une autre zone.*
Un ratio supérieur à 1 signifie qu'il y a plus d'actifs résidant dans une autre zone qui viennent travailler à Lyon que d'actifs lyonnais qui quittent Lyon à destination de la zone en question pour y travailler.
Un ratio inférieur à 1 signifie le contraire.

*** Provenance géographique des actifs résidant à l'extérieur du Grand Lyon et travaillant à Lyon**



Source : Insee-RP 2009

	Actifs non lyonnais entrant à Lyon	Actifs lyonnais sortant de Lyon	Ratio Entrants /Sortants
Villeurbanne	19 635	11 962	1,6
Lônes et Coteaux du Rhône	12 510	5 981	2,1
Plateau Nord	9 859	3 854	2,6
Porte des Alpes	9 290	12 589	0,7
Portes du Sud	9 113	7 865	1,2
Rhône Amont	7 360	5 355	1,4
Val d'Yzeron	6 907	4 131	1,7
Ouest Nord	6 490	8 460	0,8
Val de Saône	5 439	1 219	4,5
Communes hors Grand Lyon	70 059	20 308	3,4
Total	156 663	81 724	1,9

Source : Insee-RP 2009

Clé de lecture : il y a deux fois plus d'actifs originaires de la conférence des Lônes et Coteaux du Rhône qui entrent quotidiennement à Lyon pour y travailler que d'actifs lyonnais sortant à destination de ce même territoire pour y travailler.

	Actifs non lyonnais entrant à Lyon	Actifs lyonnais sortant de Lyon	Ratio Entrants /sortants
Agriculteurs			
Artisans, comm. Chef d'ent.	6 778	2 150	3,2
Cadres, Prof. Intel. Sup.	39 581	27 909	1,4
Professions Intermédiares	48 436	25 458	1,9
Employés	42 434	14 420	2,9
Ouvriers	19 233	11 722	1,6
Total	156 663	81 724	1,9

Source : Insee-RP 2009

Clé de lecture : chez les employés, on compte presque 3 fois plus (2,9) d'entrants à Lyon que de sortants lyonnais.

Les déplacements Domicile-travail des actifs occupés lyonnais en 2009 : répartition par lieu de travail, catégories socioprofessionnelles et secteurs d'activité

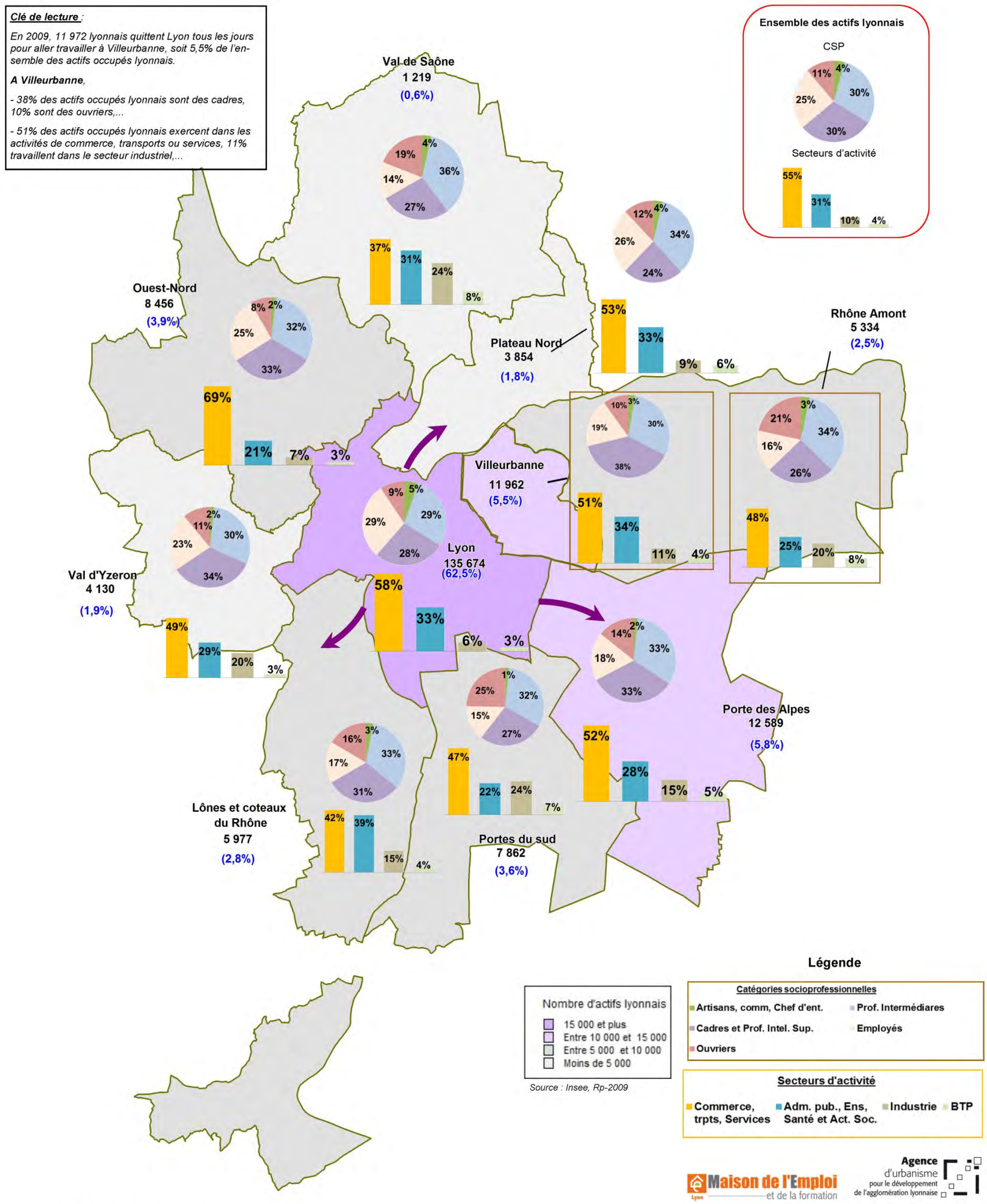
Clé de lecture *:*

En 2009, 11 972 lyonnais quittent Lyon tous les jours pour aller travailler à Villeurbanne, soit 5,5% de l'ensemble des actifs occupés lyonnais.

A Villeurbanne*,*

- 38% des actifs occupés lyonnais sont des cadres, 10% sont des ouvriers,...

- 51% des actifs occupés lyonnais exercent dans les activités de commerce, transports ou services, 11% travaillent dans le secteur industriel,...



Source : Insee, Rp-2009

Maison de l'Emploi et de la formation

Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Répartition des déplacements hors Grand Lyon

Reste du Rhône (hors Grand Lyon) 6 970 (3,2%)	Département de l'Ain 2 922 (1,3%)	Saint-Etienne métropole 1 130 (0,5%)	Reste de la Loire 293 (0,1%)	Vienne Agglo (communauté d'agglomération du pays viennois) 847 (0,4%)	Capi (communauté d 'agglomération Porte de l'Isère) 1 630 (0,7%)	Reste de l'Isère 1 253 (0,6%)	Autres destinations 2 922 (1,3%)

Les emplois d'avenir dans le Rhône

La ZTEF GLYCEN (Grand Lyon Centre et Nord) accueille 40% des emplois d'avenir du Rhône et un jeune sur trois en emploi d'avenir n'a aucun diplôme

Des emplois d'avenir très concentrés géographiquement

En 2013, 1 366 contrats d'emploi d'avenir ont été signés dans le département du Rhône. Parmi eux, 20% sont conclus dans le secteur marchand (soit 272).

En septembre 2013, les missions locales de Lyon et du Plateau-Nord/ Val-de-Saône sont les premiers prescripteurs des emplois d'avenir des jeunes du département du Rhône (un tiers du total).

Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Genas, Bron et Albigny-sur-Saône sont les principales localisations des emplois d'avenir du département du Rhône. Ces six communes du Grand Lyon cumulent 60% des emplois d'avenir du département du Rhône.

La ZTEF (Zone Territoriale Emploi Formation) GLYCEN (Grand Lyon Centre et Nord) accueille à elle seule 40% des emplois d'avenir du département du Rhône.

Administration publique et action sociale : des secteurs d'activité fortement investis par les emplois d'avenir

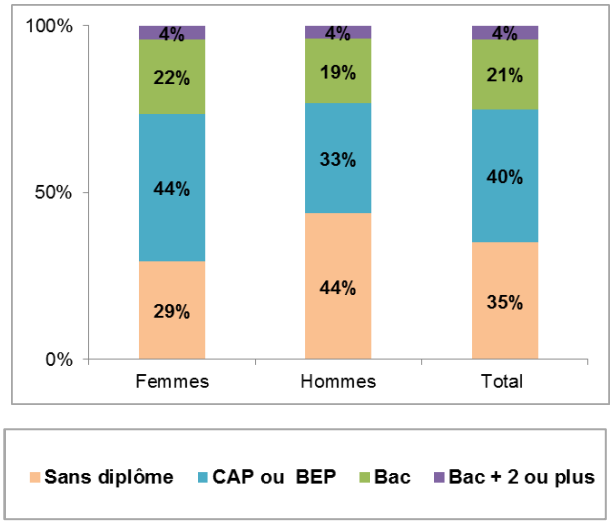
Avec des parts respectives de près de 20% des emplois du Rhône fin septembre, l'administration publique et l'action sociale sans hébergement sont les deux premiers secteurs employeurs des jeunes en emplois d'avenir.
L'hébergement médico-social (maisons de retraites et services gériatriques) (13% des emplois) ou le tissu associatif et les activités sportives et culturelles (12% des emplois) emploient également fortement des jeunes en emplois d'avenir.

Un tiers des jeunes en emploi d'avenir du Rhône n'ont aucun diplôme

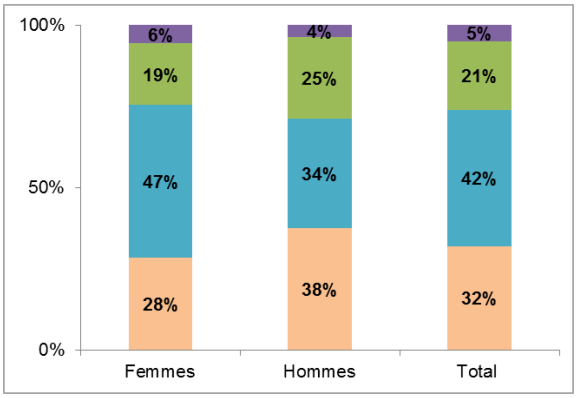
Dans l'ensemble du département du Rhône,
- plus d'un tiers des jeunes en emploi d'avenir (35%) n'ont aucun diplôme (32% dans la ZTEF GLYCEN),
- 40% ont atteint un niveau CAP ou BEP (42% dans la ZTEF GLYCEN), - et 25% ont un niveau Bac ou plus (26% dans la ZTEF GLYCEN).

Parmi les jeunes bénéficiaires des emplois d'avenir, les hommes ont des niveaux de formation moins élevés que ceux des femmes.
Ainsi, 44% des hommes du département du Rhône en emploi d'avenir (38% des hommes de la ZTEF GLYCEN) n'ont aucun diplôme contre 29% pour les femmes (28% des femmes de la ZTEF GLYCEN).

Les jeunes en emploi d'avenir du Rhône par niveau d'études

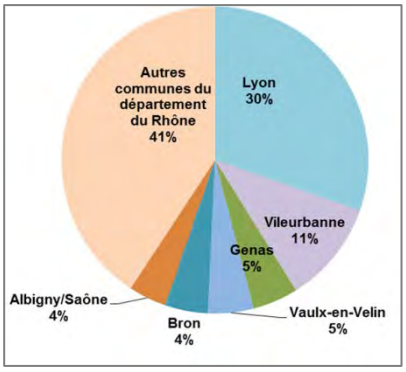


Les jeunes en emploi d'avenir de la ZTEF GLYCEN par niveau d'études



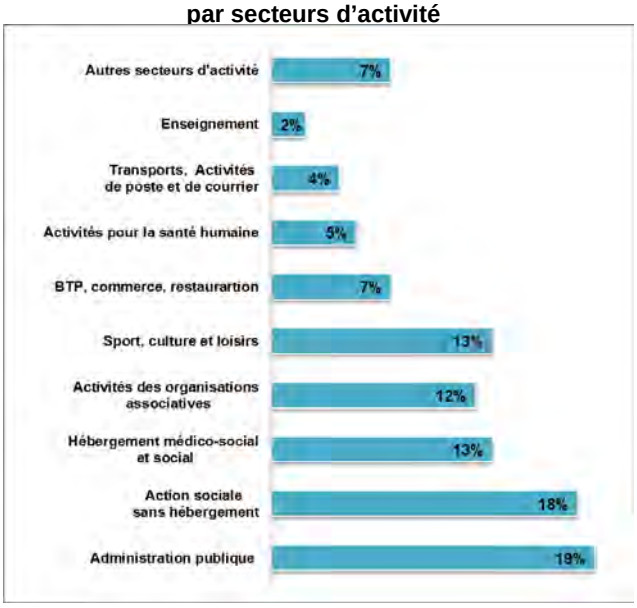
Souce : DIRECCTE

Localisation géographique des employeurs de jeunes en emploi d'avenir du Rhône



Souce : DIRECCTE

Répartition des emplois d'avenir dans le Rhône par secteurs d'activité



Souce : DIRECCTE

Les emplois d'avenir

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Jeunes concernés

Les emplois d'avenir sont réservés aux jeunes remplissant les conditions cumulatives suivantes :

1) être âgé entre 16 ans et de 25 ans. L'âge maximum est porté à 30 ans pour les handicapés.

2) être sans emploi,

3) avoir un niveau de formation inférieur au niveau Bac.

Le niveau de formation du bénéficiaire peut être supérieur au niveau Bac si le jeune répond aux 2 critères suivants :

- avoir connu une période de recherche d'emploi d'au moins 1 an dans les 18 derniers mois,
- être résident en ZUS, en ZRR, dans un département d'outre-mer, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy ou à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Employeurs concernés

Presque tout type d'employeur peut signer un emploi d'avenir avec un jeune, à l'exception de l'État et du particulier employeur.

Si l'employeur est public, l'emploi d'avenir est nécessairement conclu pour une durée déterminée.

Contrat

L'emploi d'avenir est un contrat de droit privé. Il est conclu pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Lorsque le contrat est conclu pour une durée déterminée, sa durée est au minimum d'1 an, et au maximum, renouvellements et prolongements inclus, de 3 ans.

La durée du travail correspond au minimum à 17h30 par semaine, au maximum à 35h par semaine.

Aide financière

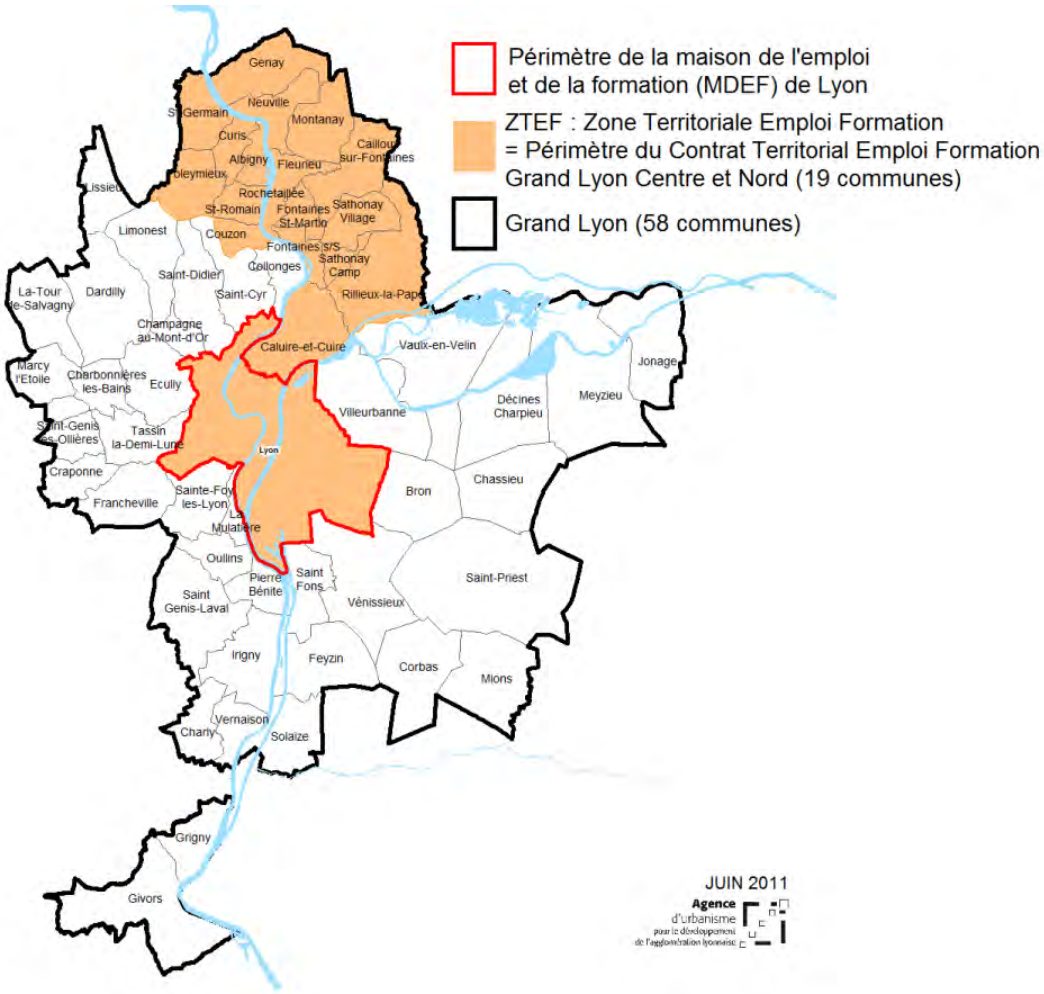
Pendant une durée pouvant aller jusqu'à 3 ans, l'employeur perçoit une aide financière des pouvoirs publics

- 75% du SMIC brut, s'il appartient au secteur non marchand, public ou associatif,
- 47% du SMIC brut, s'il appartient au secteur de l'insertion par l'activité économique,
- 35% du SMIC brut, s'il appartient au secteur marchand, industriel ou commercial

L'employeur du secteur non marchand est en outre exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales.

Accompagnement et formation du jeune salarié

Pendant son activité salariée, le jeune en emploi d'avenir est suivi par un référent mission locale ou un référent Cap emploi et par un tuteur choisi parmi les salariés ou les responsables de la structure employeuse. Le jeune est placé en capacité d'effectuer un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences professionnelles.



	RAPPEL - Recensements de la population (RP) (source : Insee-RP 2010)		Demandeurs d'emploi (cat. A, B, C)			Evolution	Profil des demandeurs d'emploi au 31/12/2013 (en %)							
	Population municipale 2010	Taux de chômage 2010*	Effectif 31/12/2013	Effectif 31/12/2012	Rép. par arrond. en 2013	2012/2013	femmes	longue durée	très longue durée	moins de 25 ans	50 ans et +	Niv. formation <BEP-CAP	cadres	peu ou pas qualifiés
Lyon 1	28 755	13,0%	3 589	3 476	9%	3,3%	45%	42%	25%	10%	13%	8%	15%	17%
Lyon 2	30 103	11,6%	2 113	2 068	5%	2,2%	47%	35%	15%	14%	15%	9%	21%	18%
Lyon 3	96 162	11,2%	7 932	7 508	19%	5,6%	49%	37%	18%	13%	15%	11%	15%	20%
Lyon 4	34 988	10,2%	3 101	2 913	7%	6,5%	50%	45%	26%	10%	16%	7%	16%	16%
Lyon 5	46 738	11,2%	3 491	3 227	8%	8,2%	49%	40%	20%	12%	18%	11%	13%	23%
Lyon 6	49 088	10,3%	3 419	3 197	8%	6,9%	52%	40%	19%	11%	19%	8%	25%	14%
Lyon 7	71 171	11,6%	7 035	6 671	17%	5,5%	48%	38%	18%	14%	13%	11%	13%	22%
Lyon 8	78 793	14,0%	6 903	6 330	16%	9,1%	46%	34%	15%	14%	16%	16%	8%	34%
Lyon 9	48 546	13,6%	4 877	4 479	11%	8,9%	45%	37%	18%	13%	16%	19%	9%	31%
Lyon	**484 344**	**11,9%**	**42 460**	**39 869**	**100%**	**6,5%**	**48%**	**38%**	**19%**	**13%**	**15%**	**12%**	**14%**	**23%**
ZTEF	**602 954**	**11,7%**	**50 884**	**47 885**	**-**	**6,3%**	**48%**	**38%**	**19%**	**13%**	**16%**	**13%**	**13%**	**24%**
Grand Lyon	**1 293 164**	**12,1%**	**110 075**	**100 800**	**-**	**6,6%**	**48%**	**39%**	**19%**	**14%**	**17%**	**16%**	**10%**	**27%**
Rhône	**1 725 177**	**10,9%**	**135 050**	**126 810**	**-**	**6,5%**	**48%**	**39%**	**19%**	**15%**	**18%**	**16%**	**10%**	**27%**

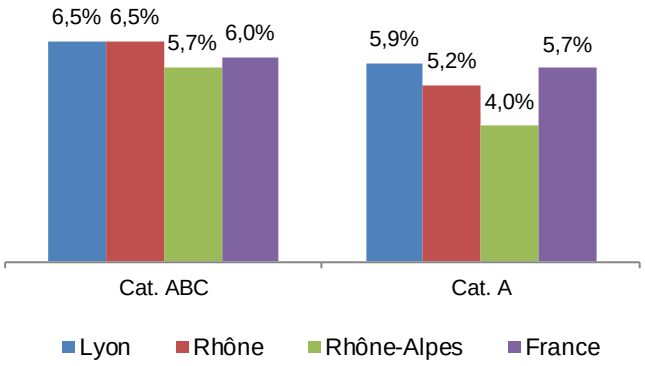
Depuis 2009, la publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :
- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie…), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire de actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Evolution décembre 2012 - décembre 2013 du nombre de demandeurs d'emploi de cat. ABC et cat. A

	Demandeurs d'emploi Cat. ABC			*Demandeurs d'emploi Cat. A*		
	au 31 déc. 2012	*au 31 déc. 2013*	*Evolution déc. 2012/déc. 2013*	*au 31 déc. 2012*	*au 31 déc. 2013*	*Evolution déc. 2012/déc. 2013*
Lyon	39 869	42 460	+ 6,5% (+ 2 591)	26 657	28 220	+5,9% (+1 563)
Rhône	126 810	135 050	+ 6,5% (+ 8 240)	86 491	90 993	+ 5,2% (+4 502)
Rhône-Alpes	431 446	456 196	+ 5,7% (+ 24 750)	290 829	302 507	+ 4,0% (+ 11 678)
France	4 619 400	4 898 100	+6,0% (+ 278 700)	3 125 400	3 303 200	+ 5,7% (+ 177 800)

Catégories	*ABC*	*A*
LYON 1ER	3,3%	1,0%
LYON 2E	2,2%	2,4%
LYON 3E	5,6%	5,6%
LYON 4E	6,5%	7,2%
LYON 5E	8,2%	9,2%
LYON 6E	6,9%	4,1%
LYON 7E	5,5%	3,2%
LYON 8E	9,1%	9,2%
LYON 9E	8,9%	8,6%
Ville de LYON	**6,5%**	**5,9%**

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi entre décembre 2012 et décembre 2013



Le taux de chômage BIT

INSEE – taux de chômage localisés

Le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT) atteint 9,6% pour la zone d'emploi de Lyon mi-2013. Il est équivalent à celui du Rhône mais reste légèrement supérieur à celui de la région (9,3%) et inférieur à celui de la France métropolitaine (10,5%). Il a progressé de plus de 3 points depuis le troisième trimestre 2008. Parmi les principales zones d'emploi françaises hors Paris, celle de Lyon occupe la deuxième position des zones les moins touchées par le chômage juste après Nantes (8,5%) et juste avant Bordeaux (10,5%).

Taux de chômage BIT :

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT :

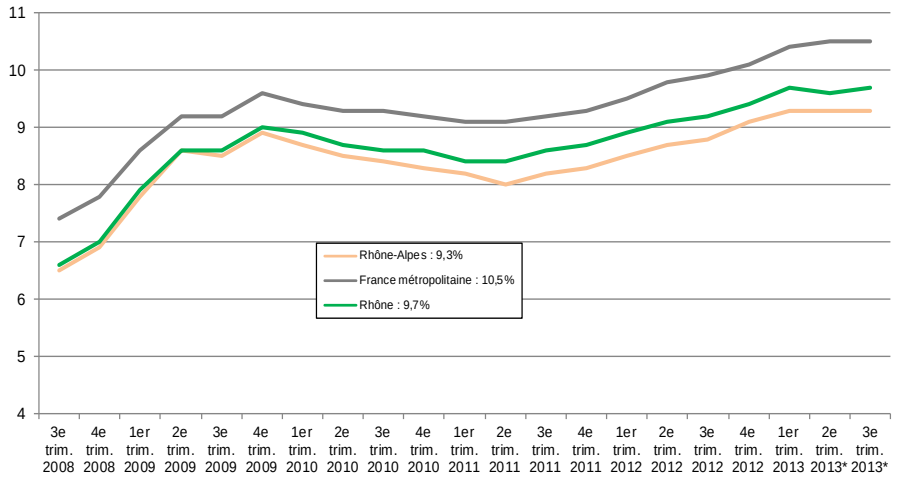
-être sans emploi,

-être disponible pour prendre un emploi dans le 15 jours et avoir cherché activement un emploi, dans la population active au sens du BIT.

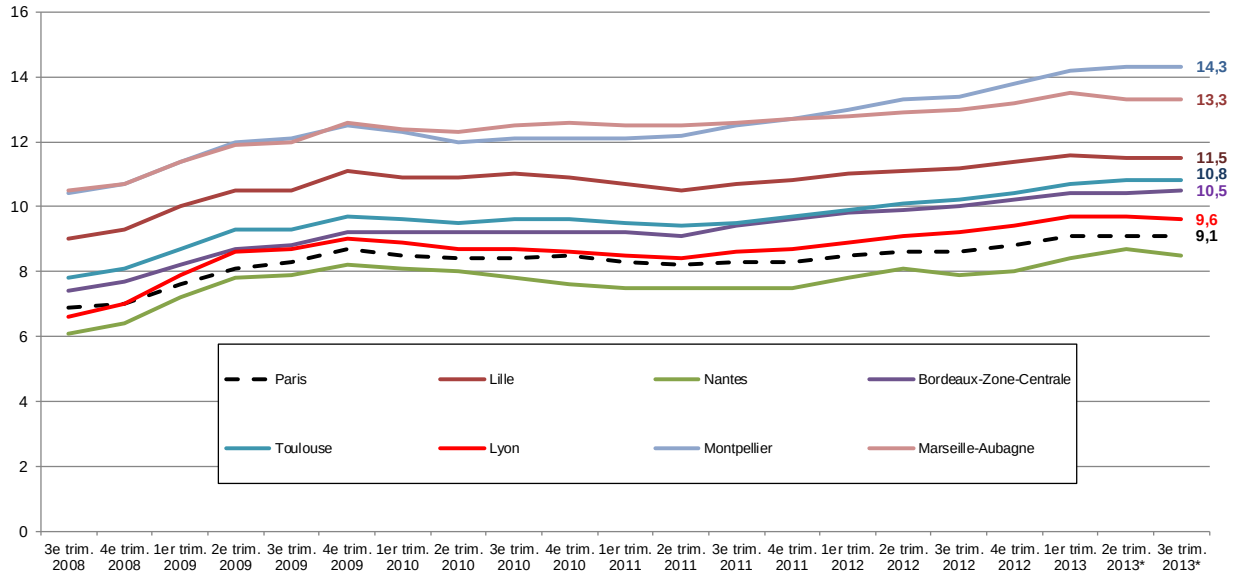
Remarque : Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

La zone d'emploi de Lyon (ZE) composition 2010 regroupe 263 communes du Rhône, de l'Ain et de l'Isère.

Evolution du taux de chômage : comparaisons des tendances départementale, régionale et nationale
(en moyenne trimestrielle – données CVS)



Evolution des taux de chômage dans les principales zones d'emploi françaises



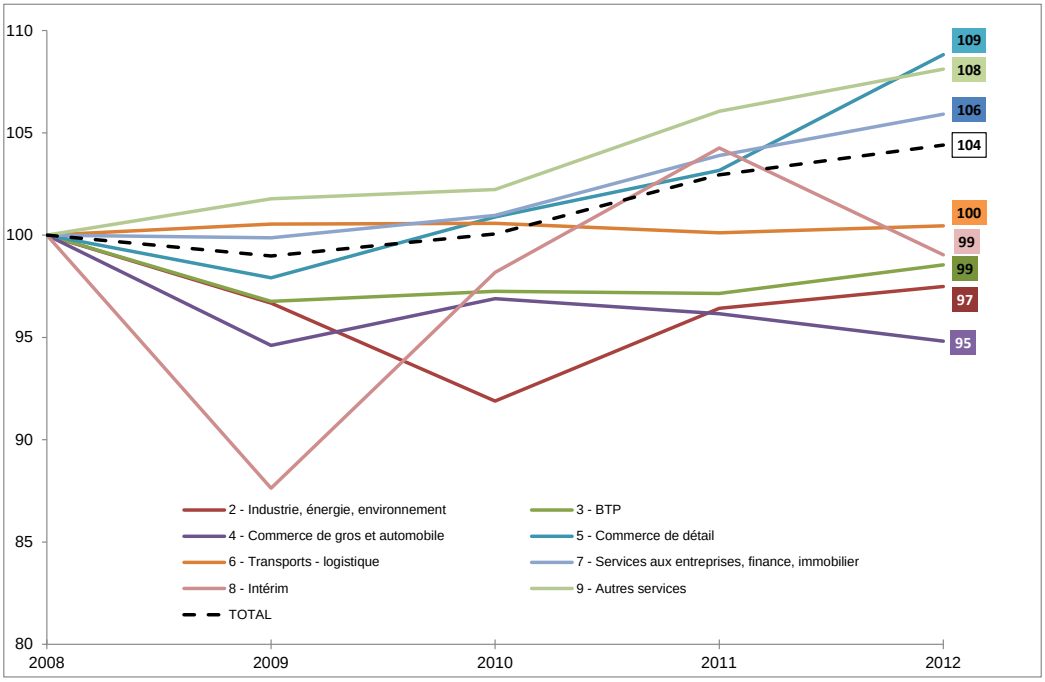
Les emplois salariés privés en 2012

Acoss-Urssaf au 31 décembre

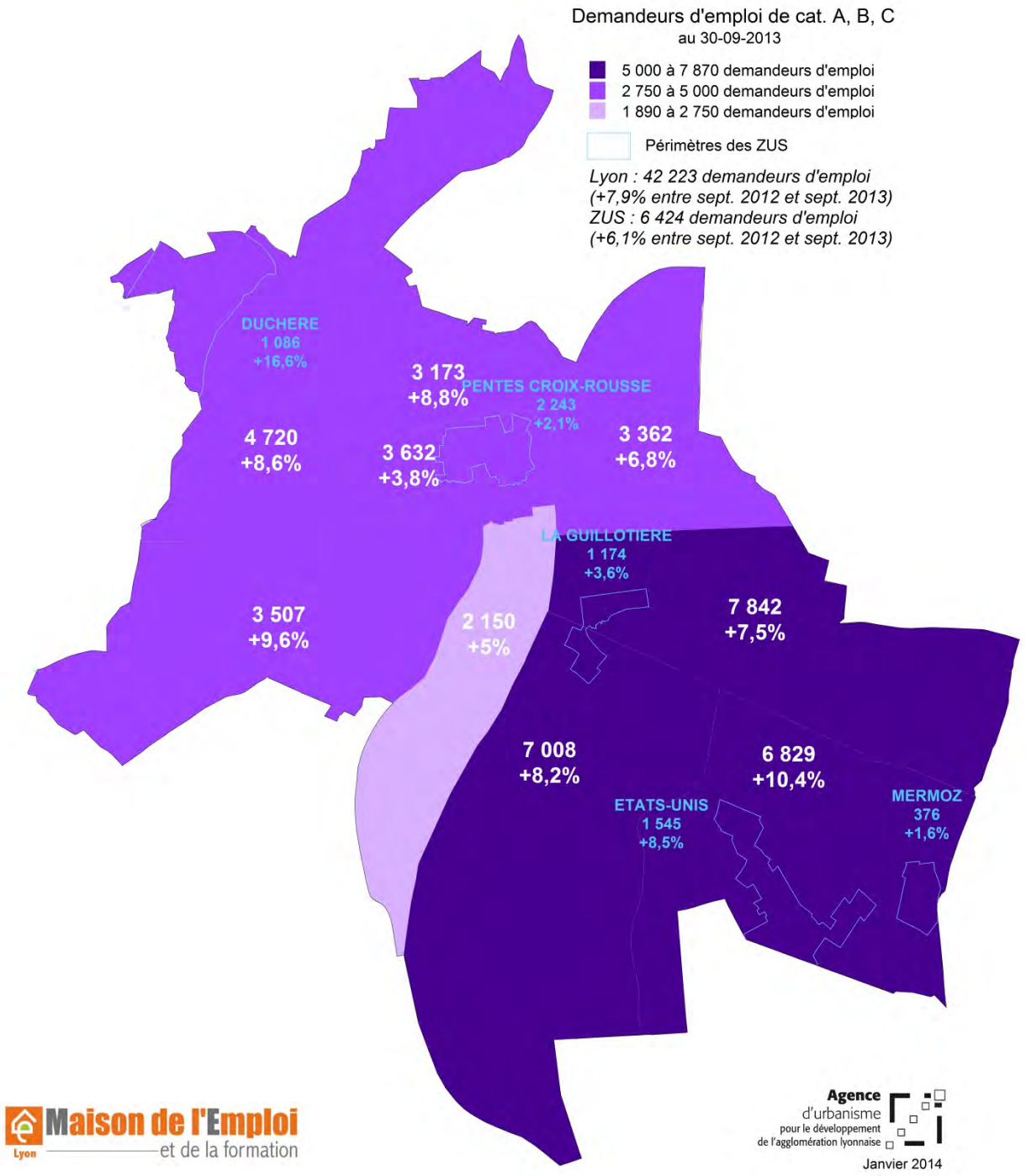
	Nombre d'emplois salariés *Fin 2012*	*Nombre d'emplois salariés* *Fin 2011*	*Répartition par arrondissement*	*Evolution du nombre d'emplois* *2011/2012*	*Evolution du nombre d'emplois* *2008/2012*
Lyon 1	8 896	8 994	4%	-1,1%	1,2%
Lyon 2	28 244	25 945	12%	8,9%	11,2%
Lyon 3	60 454	59 392	26%	1,8%	5,5%
Lyon 4	5 586	5 755	2%	-2,9%	2,6%
Lyon 5	8 635	8 580	4%	0,6%	16,4%
Lyon 6	30 687	31 064	13%	-1,2%	-2,2%
Lyon 7	47 380	46 979	20%	0,9%	1,9%
Lyon 8	18 498	18 420	8%	0,4%	-2,0%
Lyon 9	24 311	24 314	10%	0,0%	11,7%
Lyon	**232 691**	**229 443**	**100%**	**1,4%**	**4,4%**
ZTEF	**261 705**	**259 206**	_	**1,0%**	**3,5%**
Grand Lyon	**538 325**	**536 575**	_	**0,3%**	**1,7%**
Rhône	**656 831**	**655 153**	_	**0,3%**	**1,5%**

	Répartition des emplois par secteur d'activité à fin 2012							
	Industrie, énergie, environnement	*BTP*	*Commerce de gros et automobile*	*Commerce de détail*	*Transports - logistique*	*Services aux entreprises, finance, immobilier*	*Intérim*	*Autres services*
Lyon 1	5%	1%	2%	9%	0%	34%	1%	47%
Lyon 2	3%	3%	2%	18%	4%	33%	7%	29%
Lyon 3	7%	1%	3%	8%	9%	47%	6%	19%
Lyon 4	17%	4%	3%	15%	2%	27%	0%	32%
Lyon 5	2%	12%	1%	4%	1%	17%	0%	63%
Lyon 6	13%	2%	2%	4%	2%	46%	7%	24%
Lyon 7	9%	4%	6%	3%	23%	25%	8%	23%
Lyon 8	8%	4%	5%	5%	2%	27%	3%	46%
Lyon 9	7%	2%	10%	4%	2%	46%	5%	25%
Lyon	**8%**	**3%**	**4%**	**7%**	**8%**	**37%**	**6%**	**28%**
ZTEF	**9%**	**4%**	**5%**	**7%**	**8%**	**36%**	**5%**	**27%**
Grand Lyon	**15%**	**6%**	**8%**	**7%**	**7%**	**31%**	**4%**	**21%**
Rhône	**17%**	**7%**	**8%**	**7%**	**8%**	**28%**	**4%**	**21%**

Evolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité à Lyon depuis 2008 (en indice-base 100 en 2008)



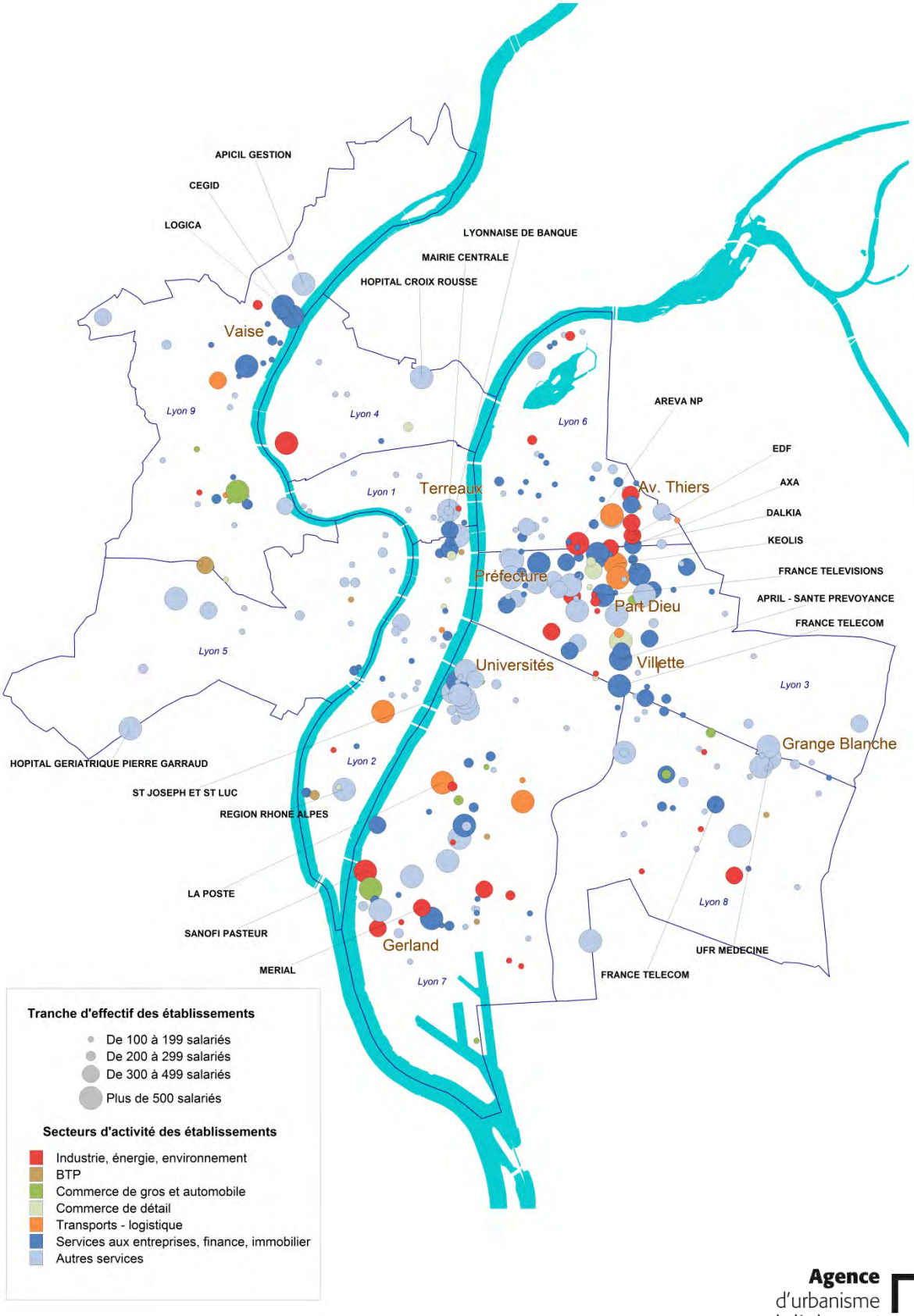
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C au 30 septembre 2013 et évolution 2012-2013 dans les arrondissements et dans les quartiers ZUS
Source : Insee-Pôle Emploi



Il convient d'être prudent dans l'interprétation des données de fin septembre 2013.Un incident technique a en effet affecté la campagne de relances des demandeurs d'emploi pour l'actualisation de leur inscription auprès de Pôle Emploi en août 2013. Les effets de cet incident en termes de réinscriptions en septembre 2013 ne peuvent pas faire l'objet d'une estimation aux différents échelons territoriaux.

Les établissements de plus de 100 salariés à Lyon

(Source : INSEE, SIRENE – janvier 2013)



Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Maison de l'Emploi Lyon et de la formation

Ce document est réalisé par la MdEF de Lyon et l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise
avec le concours de
L'Etat
La Ville de Lyon
Pôle Emploi
La Caf du Rhône
La mission locale de Lyon
Allies-PLIE de Lyon
Le Conseil Général
Le Conseil Régional
L'ADERLY

Contacts Maison de l'emploi et de la formation :
Vincent Beley - Directeur
Michaël Bourgeois - Chargé de mission observation-évaluation
michael.bourgeois@mdef-lyon.fr

Maison de l'Emploi et de la formation Lyon

www.mdef-lyon.fr